

Liste des Etats liés

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R) ou d'acceptation (Ac)
Allemagne (Rép féd.)	4 octobre 1989 (R)
Belgique	8 janvier 1990 (R)
Espagne	9 août 1989 (R)
France	29 janvier 1990 (R)
Grande-Bretagne	18 avril 1989 (R)
Italie	23 février 1990 (R)
Luxembourg	27 juillet 1989 (R)
Pays-Bas	12 juin 1989 (Ac)
Portugal	27 mars 1990 (R)

Conformément aux dispositions de l'article 3, ce Protocole est entré en vigueur le 27 mars 1990.

Lijst der gebonden Staten

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings- (B) of aanvaardingsoorkonde (A)
België	8 januari 1990 (B)
Duitsland (Bondsrep.)	4 oktober 1989 (B)
Frankrijk	29 januari 1990 (B)
Groot-Brittannië	18 april 1989 (B)
Italië	23 februari 1990 (B)
Luxemburg	27 juli 1989 (B)
Nederland	12 juni 1989 (A)
Portugal	27 maart 1990 (B)
Spanje	9 augustus 1989 (B)

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 is dit Protocol in werking getreden op 27 maart 1990.

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

F. 91 — 1392.

Accord de coopération entre l'Etat belge et la Communauté flamande relatif à l'exécution, restauration pour le compte de la Communauté flamande, de travaux de restauration et d'aménagement en vue de l'hébergement de ses cabinets ministériels, et à l'aménagement de logements dans les bâtiments situés place des Martyrs, à Bruxelles

Vu les articles 59bis et 107quater de la constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en particulier son article 92bis, § 1 et 5;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 57, § 3;

Vu le protocole du 11 octobre 1985 entre l'Etat belge et la Communauté flamande relatif à la restauration et à l'aménagement des bâtiments sis place des Martyrs, à Bruxelles;

Vu le protocole du 3 octobre 1990 entre la Communauté flamande et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'hébergement, place des Martyrs à Bruxelles, des cabinets ministériels de l'Exécutif flamand;

Les soussignés,

L'Etat belge, représenté par M. J.L. Dehaene, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et par M. J. Dupré, Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles et aux petites et moyennes entreprises chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics d'une part;

et

la Communauté flamande, représentée par l'Exécutif flamand et la personne de M. Gaston Geens, Président de l'Exécutif flamand et Ministre des Finances et du Budget de la Communauté flamande et de M. J. Sauwens, Ministre des Travaux publics et des Communications de la Communauté flamande, d'autre part;

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. Les terrains indiqués à l'annexe 1 sont ou deviennent la propriété de la Communauté flamande;

1^o en vertu de l'article 57, § 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2^o en application de l'article 12 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

3^o par les expropriations nécessaires.

**MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR
EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 91 — 1392

Samenwerkingsakkoord tussen de Belgische Staat en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het restaureren en het bezettingsklaar maken ten behoeve van de Vlaamse Gemeenschap voor de huisvesting van haar ministeriële kabinetten en het inrichten van woonegelegenheden in de gebouwen gelegen aan het Martelaarsplein te Brussel

Gelet op artikel 59bis en artikel 107quater van de grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot Hervorming der Instellingen, inzonderheid artikel 92bis, § 1 en § 5;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid artikel 57, § 3;

Gelet op het protocol van 11 oktober 1985 tussen de Belgische Staat en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het restaureren en het bezettingsklaar maken van de gebouwen gelegen aan het Martelaarsplein te Brussel;

Gelet op het protocol van 3 oktober 1990 tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de huisvesting van ministeriële kabinetten van de Vlaamse Executieve op het Martelaarsplein te Brussel;

De ondergetekenden,

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de heer J.L. Dehaene, Vice-Eerste Minister van Verkeerswezen en van Institutionele Hervormingen, en door de heer J. Dupré, Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen en voor Kleine en Middelgrote Ondernemingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken, enerzijds,

en

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Executieve in de personen van de heer Gaston Geens, Voorzitter van de Vlaamse Executieve en Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting en door de heer Johan Sauwens, Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer, anderzijds;

zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. De terreinen vermeld in bijlage 1 zijn eigendom of worden eigendom van de Vlaamse Gemeenschap :

1^o krachtens artikel 57, § 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2^o in toepassing van artikel 12 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3^o via de noodzakelijke onteigeningen.

Les bâtiments situés sur les terrains précités appartiendront en copropriété à la Communauté flamande et à l'Etat belge.

Art. 2. L'ensemble des expropriations prévues à l'article 1, 3^o de la présente convention seront effectuées par la Régie des bâtiments pour le compte de la Communauté flamande qui deviendra ainsi propriétaire des biens immeubles en question.

Art. 3. Les parties contractantes s'engagent à créer un service commun dénommé « groupe travaillant sur le projet place des Martyrs ».

La mission de ce service consiste à exécuter le présent accord de coopération. Il est par ailleurs chargé de régler l'ensemble des problèmes relatifs à sa mission qui pourraient surgir entre l'Etat belge et la Communauté flamande :

- dans le cadre du présent accord et de son application;
- lors de l'élargissement ou de la modification des champs d'action pour lesquels la coopération s'impose;
- lors de formulation de chaque modification ou description plus précise des dispositions du présent accord, et ce endéans un délai de trois semaines.

Art. 4. Le groupe travaillant sur le projet place des Martyrs est composé :

- d'un fonctionnaire dirigeant et d'un membre du personnel de la Régie des bâtiments;
- d'un fonctionnaire dirigeant et d'un membre du personnel de l'administration des Bâtiments des services de l'Exécutif flamand.

Le fonctionnement du groupe ad hoc sera déterminé dans un règlement d'ordre intérieur à approuver par les deux parties.

Chaque partie désignera ses représentants et accordera les délégations nécessaires pour les compétences indiquées à l'article 3 dans la semaine suivant la signature de l'accord en question.

Art. 5. La Régie des bâtiments exécute l'étude des travaux de restauration et de réaménagement aux bâtiments nord et sud situés place des Martyrs à Bruxelles de la manière qui est indiquée à l'annexe 1.

Les études relatives au bâtiment nord seront réalisées par la Régie des bâtiments jusqu'à son achèvement complet.

Les études au bâtiment sud seront réalisées par la Régie des bâtiments jusqu'à l'achèvement « nu ».

Par achèvement nu, il convient d'entendre : l'achèvement du gros œuvre complètement fermé, y compris l'ensemble des installations techniques (électricité, chauffage et traitement de l'air), les sols et les plafonds achevés ainsi que les noyaux sanitaires complètement aménagés.

La Régie des bâtiments s'engage à exécuter ces missions conformément aux dispositions figurant au protocole précité du 3 octobre 1990 conclu entre la Communauté flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. La contribution de la Régie des bâtiments dans les travaux et les études indiqués dans le présent accord de coopération, s'élève, avec les études déjà effectuées à partir du 11 octobre 1985, à 50 % du coût total avec un maximum de 600 millions de francs.

Le mode de passation est fixé d'un commun accord entre les parties contractantes, l'attribution des marchés se faisant dans les conditions identiques.

Les paiements se font, après l'approbation, par le groupe travaillant sur le projet place des Martyrs, des travaux, des fournitures ou des services qui ont été effectués, par la liquidation des factures dont 50 % est à la charge de la Régie des bâtiments et 50 % de la Communauté flamande.

Les frais résultant de paiements tardifs sont à la charge de la partie défaillante.

Le contrôle sur les travaux, les fournitures et les études sera effectué par le groupe travaillant sur le projet place des Martyrs.

Art. 7. § 1^{er}. Les bâtiments situés sur les terrains indiqués à l'article 1^{er} du présent accord de coopération seront transférés, en pleine propriété, à la Communauté flamande après remboursement au copropriétaire, à savoir l'Etat belge, de la contribution de la Régie des bâtiments dont il est question à l'article 6 du présent accord de coopération.

De gebouwen op voormelde terreinen zullen in mede-eigendom toebehoren aan de Vlaamse Gemeenschap en de Belgische Staat.

Art. 2. Alle in artikel 1, 3^o van onderhavige overeenkomst voorziene onteigeningen zullen uitgevoerd worden door de Regie der Gebouwen, voor rekening van de Vlaamse Gemeenschap die aldus eigenaar wordt van deze onroerende goederen.

Art. 3. De contracterende partijen verbinden zich ertoe een gemeenschappelijke dienst op te richten, genaamd « projectteam Martelaarsplein ».

De opdracht van deze dienst omvat de uitvoering van onderhavig samenwerkingsakkoord. Deze gemeenschappelijke dienst regelt alle problemen met betrekking tot zijn opdracht, die zouden rijzen tussen de Belgische Staat en de Vlaamse Gemeenschap :

- in het raam van dit akkoord en zijn toepassing;
- bij de uitbreiding of de aanpassing van de actieterreinen waarvoor een samenwerking nodig is;
- bij het bepalen van elke wijziging of nadere omschrijving van de bepalingen van dit akkoord, en dit binnen een termijn van drie weken.

Art. 4. Het projectteam Martelaarsplein wordt samengesteld als volgt :

- een leidend ambtenaar en één personeelslid van de Regie der Gebouwen;
- een leidend ambtenaar en één personeelslid van het Bestuur der Gebouwen van de diensten van de Vlaamse Executieve.

De werking van het projectteam zal worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement, goed te keuren door de beide partijen.

Binnen de week na ondertekening van dit akkoord duidt iedere partij zijn afgevaardigden aan en verleent ze delegatie voor de in artikel 3 vermelde bevoegdheden.

Art. 5. De Regie der Gebouwen voert op de hierna bepaalde wijze de studie van de restauratie- en herinrichtingswerken uit aan het Noord- en het Zuidgebouw, gelegen aan het Martelaarsplein te Brussel en zoals aangeduid op bijlage 1.

De studies aan het Noordgebouw zullen tot en met de volledige bezettingsklare afwerking door de Regie der Gebouwen worden uitgevoerd. De studies aan het Zuidgebouw zullen tot en met de « naakte » afwerking door de Regie der Gebouwen worden uitgevoerd.

Onder naakte afwerking wordt hierbij verstaan :

de afwerking van de volledig gesloten ruwbouw, met inbegrip van de volledige technische installaties (electriciteit, verwarming en luchtbehandeling), de afgewerkte vloeren en plafonds, en de volledige ingerichte sanitaire kernen.

De Regie der Gebouwen verbindt er zich toe deze opdrachten uit te voeren overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in hogervermeld protocol van 3 oktober 1990 tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Art. 6. De bijdrage van de Regie der Gebouwen in de dit samenwerkingsakkoord vermelde werken en studies, met inbegrip van de reeds uitgevoerde studies vanaf 11 oktober 1985, bedraagt 50 % van de totale kostprijs, met een maximum van 600 miljoen frank.

De wijze van gunning en de toewijzing van aannemingscontracten geschieden in gemeenschappelijk akkoord tussen de contracterende partijen. De betalingen gebeuren na goedkeuring door het projectteam Martelaarsplein van de uitgevoerde werken, leveringen of diensten, door het vereffenen van de gesplitste facturen, respectievelijk 50 % voor rekening van de Regie der Gebouwen en 50 % voor rekening van de Vlaamse Gemeenschap.

Alle lasten ten gevolge van laattijdige betalingen zijn steeds ten laste van de ingebreke blijvende partij.

De controle op deze werken, leveringen en studies zal uitgevoerd worden door het projectteam Martelaarsplein.

Art. 7. § 1. De gebouwen, gelegen op de in artikel 1 van onderhavig samenwerkingsakkoord vermelde terreinen, worden aan de Vlaamse Gemeenschap in volle eigendom overgedragen, na de terugbetaling aan de mede-eigenaar, de Belgische Staat, van de in artikel 6 van onderhavig samenwerkingsakkoord vermelde bijdrage van de Regie der Gebouwen.

§ 2. Ce remboursement est échelonné d'une manière égale sur une période de neuf ans. Il est estimé et plafonné provisoirement à un remboursement annuel de soixante-six millions sept cent mille francs belges (66 700 000 F), échelonné sur deux paiements semestriels, à effectuer chaque fois avant le trente avril et le trente octobre de l'année en cours.

§ 3. Ce montant provisoire a été fixé sur la base de la contribution maximale de la Régie des bâtiments, comme il est indiqué à l'article 6 du présent accord de coopération. Il sera fixé définitivement lors de la réception définitive des travaux et ce sur la base des frais réels qui auront été faits.

§ 4. Le premier remboursement se fera à la date de la première occupation *pro ratio temporis* des bâtiments précités par la Communauté flamande.

§ 5. Au cas où les remboursements effectués par la Communauté flamande avant la date de la réception définitive représenteraient un montant supérieur au montant définitif à fixer conformément au § 3 du présent article, le solde qui en résulterait sera déduit du premier paiement suivant la date de la réception définitive et ce jusqu'à épuisement du solde.

§ 6. Le transfert de propriété à la Communauté flamande mentionné au § 1 du présent article prend cours le premier jour du mois suivant le dernier remboursement semestriel.

Art. 8. La Communauté flamande assure la gestion des bâtiments concernés après l'achèvement des travaux.

Les frais de gestion et les frais d'entretien incombant au locataire sont entièrement à la charge de la Communauté flamande.

Les frais d'entretien incombant au propriétaire sont supportés à concurrence de 50 % par la Communauté flamande, les 50 % restants étant à la charge de la Régie des bâtiments.

La paiement des frais en question est également effectué selon le système des factures scindées décrit à l'article 6.

Art. 9. Les deux parties s'engagent à se communiquer mutuellement et en permanence l'ensemble des documents administratifs relatifs au présent accord de coopération.

Art. 10. Les litiges qui pourraient surgir entre les parties contractantes concernant l'explication ou l'exécution de l'accord existant seront tranchés par la juridiction qui a été instituée par la loi du 23 janvier 1989 en exécution de l'article 92bis, § 5 et 6 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 11. Le présent accord de coopération entre en vigueur après son approbation par l'Exécutif flamand et le Conseil des ministres et il y sera mis fin de plein droit au moment du transfert des bâtiments à la Communauté flamande comme il est stipulé à l'article 7, § 6.

Bruxelles, le 28 mars 1991.

Pour l'Etat belge :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles
chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRE

Pour la Communauté flamande :

Le Président de l'Exécutif flamand et Ministre des Finances
et du Budget de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Ministre des Travaux publics et des Communications
de la Communauté flamande,

J. SAUWENS

§ 2. Deze terugbetaling wordt gelijkmatig gespreid over negen jaar en wordt voorlopig geraamd op en geplafonneerd tot een jaarlijkse terugbetaling van zesenzestig miljoen zeventienhonderdduizend (66 700 000 F), gespreid over twee semestriële betalingen, telkens vóór dertig april en dertig oktober van het lopende jaar.

§ 3. Dit voorlopige bedrag is gesteund op de maximale bijdrage van de Regie der Gebouwen, zoals vermeld in artikel 6 van onderhavig samenwerkingsakkoord en zal definitief worden vastgesteld bij de definitieve oplevering van de werken, op basis van de werkelijk uitgevoerde kosten.

§ 4. De eerste terugbetaling zal gebeuren op de datum van de eerste bezetting door de Vlaamse Gemeenschap van de hogervermelde gebouwen *pro ratio temporis*.

§ 5. Indien de door de Vlaamse Gemeenschap verrichte terugbetalingen, uitgevoerd vóór de datum van de definitieve oplevering een hoger bedrag omvatten dan het volgens § 3 van onderhavig artikel vast te stellen definitief bedrag, zal het saldo in mindering worden gebracht van de eerste betaling volgend op de datum van de definitieve oplevering en dit tot uitputting van het saldo.

§ 6. De in § 1 van onderhavig artikel vermelde eigendomsoverdracht aan de Vlaamse Gemeenschap gaat in op de eerste dag van de maand, volgend op de laatste semestriële terugbetaling.

Art. 8. Na de beëindiging der werken zal de Vlaamse Gemeenschap het volledige beheer op zich nemen van de betreffende gebouwen.

De beheerskosten en het huurdersonderhoud worden volledig gedragen door de Vlaamse Gemeenschap.

Het eigenaarsonderhoud wordt ten belope van 50 % gedragen door de Vlaamse Gemeenschap, de andere 50 % wordt bekostigd door de Regie der Gebouwen.

De betaling van deze kosten worden eveneens geregeld door het in artikel 6 omschreven systeem van gesplitste facturen.

Art. 9. De beide partijen verbinden er zich toe om elkaar permanent op de hoogte te houden van alle bestuurlijke documenten die kaderen binnen onderhavig samenwerkingsakkoord.

Art. 10. De geschillen die tussen de contracterende partijen ontstaan met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van het bestaande akkoord worden beslecht door het rechtscollege dat ingesteld werd bij de wet van 23 januari 1989 in uitvoering van artikel 92bis, § 5 en § 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot Hervorming der Instellingen.

Art. 11. Onderhavig samenwerkingsakkoord treedt in werking na goedkeuring door de Vlaamse Executieve en de Ministerraad en is van rechtswege ontbonden op het ogenblik van de overdracht van de gebouwen aan de Vlaamse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 7, § 6.

Brussel, 28 maart 1991.

Voor de Staat :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen
en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

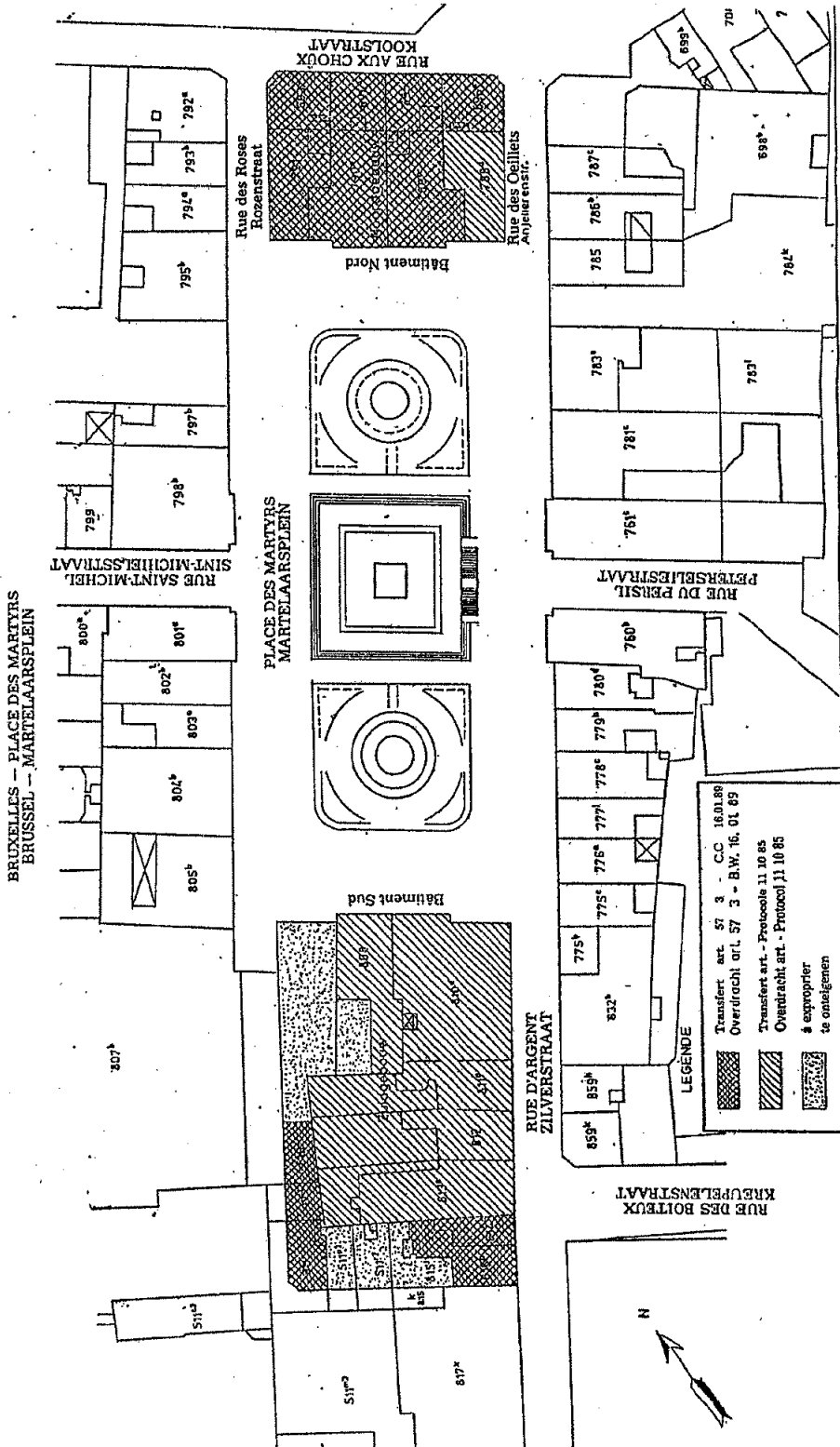
De Voorzitter van de Vlaamse Executieve
en Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer,

J. SAUWENS

Annexe 1 — Bijlage 1



BRUXELLES — PLACE DES MARTYRS
BRUSSEL — MARTELAARSPLEIN

PLACE DES MARTYRS
MARTELAARSPLEIN

RUE DES ROSES
ROZENSTRAAT

RUE DES CEILLELS
AUYENDE CEILLELS

RUE DU PERSIL
PETERSBLIJSTRAAT

RUE D'ARGENT
ZILVERSTRAAT

RUE DES BOITEUX
KNEUPELSTRAAT

RUE SAINT-MICHEL
SINT-MICHELSTRAAT

RUE AUX CROIX
KOOLSTRAAT

Bâtiment Nord

Bâtiment Sud

LEGENDE

Transfert art. 57 § 3 - CC. 18.01.88

Overdrucht art. 57 § 3 - B.W. 16. 01. 89

Overdracht art. 11.10.85
& exproprier
te onteigenen

Pour l'Etat belge :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles
chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRE

Pour la Communauté flamande :

Le Président de l'Exécutif flamand et Ministre des Finances
et du Budget de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Ministre des Travaux publics et des Communications
de la Communauté flamande,

J. SAUWENS

Pour de Staat :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen
en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve
en Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer,

J. SAUWENS